



Mexique

Les coulisses de l'impunité

Escalade sécuritaire et pesanteurs bureaucratiques

Septembre 2009
Bureau Amériques

Enquête : Benoît Hervieu, avec Balbina Flores Martínez et Jean-François Julliard

Reporters sans frontières
47, rue Vivienne - 75002 Paris
Tél : (33) 1 44 83 84 84 - Fax : (33) 1 45 23 11 51
E-mail : rsf@rsf.org - Web : www.rsf.org

Mexique

Les coulisses de l'impunité

Escalade sécuritaire et pesanteurs bureaucratiques

L'épisode n'a pas fini de faire jaser au sein de la presse et de la classe politique mexicaines. Le 12 juillet 2007, une délégation du Parquet spécial fédéral chargé de la lutte contre les violences envers les médias (*FEADP, Fiscalía Especial de Atención a los Delitos cometidos contra Periodistas*) se rend au Congrès. Elle doit présenter le bilan de son action à la Commission spéciale de vigilance pour les journalistes de la Chambre des députés (*Comisión Especial para dar Seguimiento a las Agresiones contra Periodistas y Medios de Comunicación*). Ladite commission compte dans ses rangs des représentants des organisations mexicaines de défense de la liberté de la presse et tout le monde s'attend à un bilan plutôt maigre. Le rendez-vous vire à la confrontation et il sera le seul. "A la sortie de la réunion, les gardes du corps du procureur spécial de la FEADP, Octavio Orellana Wiarco, étaient tellement sur les nerfs qu'ils ont commencé à s'en prendre physiquement aux journalistes présents. Vous imaginez ?", grince encore le président de la Commission, Gerardo Priego Tapia. Gouailleur, ce député du Parti d'action nationale (PAN, droite, dont est issu le président Felipe Calderón), originaire de l'État de Tabasco, ne tarit pas de critiques envers la Fiscalía et son fonctionnement. Il n'est pas le seul. C'est aussi en cela que l'épisode du Congrès dépasse la banale scène de ménage institutionnelle. Pays le plus dangereux du continent pour la sécurité des journalistes, plombé si l'on ose dire par un décompte de cinquante-cinq tués et huit disparus depuis 2000, le Mexique est aussi le lieu où l'enjeu même de la défense de la liberté de la presse a fini par se retourner... contre la presse.

Qui dit Mexique et insécurité songe instinctivement au versant sud de la frontière avec les Etats-Unis, bastion historique des principaux cartels de la drogue. La frontière et les narcos du Nord ne sont, hélas, que le résumé, connu du grand public, d'une tragédie qui affecte l'ensemble du territoire mexicain et mine l'exercice des libertés publiques, à commencer par celle d'informer. Quatre ans après deux missions conduites dans les villes frontalières de Tijuana et Nuevo Laredo, emblématiques du règne des narcotrafiquants, et une autre effectuée à Ciudad Juárez, symbole de toutes les violences (lire les précédents rapports), une délégation de Reporters est retournée au Mexique du 4 au 12 juillet 2009.

Outre le passage obligé par la capitale, où elle pu notamment s'entretenir avec des représentants des administrations fédérales - dont le secrétaire du gouvernement (*secretario de Gobernación* ou "Segob", ministre de l'Intérieur et numéro deux de l'exécutif), Fernando Francisco Gómez-Mont Urueta -, des journalistes et des défenseurs de la liberté de la presse, la mission s'est déroulée au sud-ouest du pays, dans le Michoacán et le Guerrero. Le choix de ces deux États de la fédération mexicaine ne doit rien au hasard. C'est de là que le gouvernement de Felipe Calderón, lui-même originaire du Michoacán, a lancé, le 12 décembre 2006, une offensive d'envergure contre le narcotrafic avec le déploiement de 50 000 militaires à échelle nationale. La multiplication des cas d'assassinats et disparitions de journalistes, ou d'attaques ciblées contre certains médias, survenus dans cette région et dans ce contexte, souligne surtout deux réalités tout aussi redoutables que la menace des cartels. Et autant de garanties d'impunité durable. La première est l'implication directe de certaines autorités dans des violations des droits de l'homme, où la lutte contre le narcotrafic et la surenchère sécuritaire tiennent lieu d'arguments. La seconde relève des gravissimes dysfonctionnements des instruments juridiques et politiques de la lutte contre le crime organisé, sur fond de cohabitation tendue entre les gouvernements d'État et le pouvoir fédéral. Aucun pays ne compte autant d'administrations spécialisées dans la protection des journalistes et la défense de la liberté de la presse que le Mexique. Pourtant, la neutralisation mutuelle d'institutions en surnombre explique pour beaucoup le dépérissement des enquêtes et la perpétuation de l'impunité. En voulant comprendre de plus près les mécanismes du système pénal mexicain, Reporters sans frontières a pu également en constater les dérives. De celles qui arrangent parfois trop de monde.

Ping-pong judiciaire

Qu'est-il arrivé à José Antonio García Apac et à Mauricio Estrada Zamora ? Nul ne sait officiellement ce que sont devenus ces journalistes, tous deux originaires de la localité d'Apatzingán dans le Michoacán. Le premier, directeur de la revue hebdomadaire *Ecos de la*

Cuenca, est introuvable depuis le 20 novembre 2006. Le second, chargé des faits-divers pour le quotidien local *La Opinión de Apatzingán*, n'a plus donné la moindre nouvelle depuis la soirée du 12 février 2008.



© RSF
María Dolores Barajas Arciga

"Le 20 novembre 2006, vers 19h30, je reçois un coup de fil de mon père", explique le jeune Aldo García Caballero, le fils de José Antonio García Apac, qui a dû prendre sa succession à la tête du journal *Ecos*. "Tout semblait normal a priori, mais j'ai entendu dans le combiné des gens lui ordonner d'ouvrir une porte. Et puis plus rien." Son véhicule vide sera retrouvé un peu plus tard. Le récit que fait María Dolores Barajas Arciga, l'épouse de Mauricio Estrada Zamora, de la disparition de son mari, est à peu près de la même veine. "Il a téléphoné vers 9h du soir pour dire qu'il rentrerait une heure et demie plus tard. A 11h, rien. La rédaction m'a signalé qu'il n'était pas repassé par son bureau. Le lendemain, sa voiture a été localisée au lieu-dit 'La Peña Colorada', dévalisée et sans conducteur, comme mon beau-frère l'a constaté ensuite."

Dans l'un et l'autre cas, les familles se tournent d'abord vers le département local "anti-enlèvement", placé sous l'autorité du sous-délégué d'Apatzingán, lui-même dépendant du parquet général de justice de l'État du Michoacán (PGJE, *Procuraduría General de Justicia del Estado*, équivalent du ministère de la Justice de l'État), basé à Morelia, la capitale. Le dossier Apac reste trois mois à Apatzingán, avant d'être envoyé à Morelia. Le dossier Zamora, lui, fait plusieurs voyages, selon les versions. L'entourage de la victime assure qu'il est passé à Morelia quand la PGJE soutient qu'il a été repris dès le lendemain par la

FEADP, qui dépend du parquet général de la République (PGR, *Procuraduría General de la República*, le ministère fédéral de la Justice). C'est également la destination du dossier Apac, d'après l'avocate de la famille, Silvia Martínez Piña. "Au bout de huit mois, la PGJE de Morelia s'est déclarée incompétente et a expédié la procédure au niveau fédéral."



© Gouvernement Michoacán
Leonel Godoy

Très vite, les familles sentent que l'imbricatio juridique va créer l'impasse. Le gouverneur michoacano, Leonel Godoy (issu du Parti de la révolution démocratique, gauche) confie son embarras. "Le temps d'enquête était suffisant dans ces deux affaires. On a interrogé les familles, les collègues, le voisinage. On a expertisé les voitures et relevé les empreintes. Mais selon la loi mexicaine, l'autorité fédérale a un pouvoir d'attraction des dossiers. Le cas échéant, la communication se perd rapidement avec les autorités de l'État concerné. Le problème, dans ces deux affaires, tient déjà à leur définition même. S'agit-il de 'disparitions', auquel cas elles relèvent de l'État, ou d'enlèvements' liés au narcotrafic et là, c'est le pouvoir fédéral qui devient compétent." Les ennuis commencent avec la bataille sémantique. En théorie, des indices tels que le calibre d'une arme justifient le transfert à l'une ou l'autre autorité. Or là, pas de corps. Et selon les familles, pas d'enquête non plus. D'après le gouverneur, les moyens manquent. "Le Michoacán compte 2 800 agents de police d'État préventive, la PEP, et 978 fonctionnaires de la police ministérielle (PM, police judiciaire). Nous ne pouvons déta-

Mexique

Les coulisses de l'impunité

Escalade sécuritaire et pesanteurs bureaucratiques

cher que quatre de ces derniers pour une enquête. Et nous ne disposons en plus que de 25 agents spécialisés dans les affaires d'enlèvements ou de prises d'otage pour tout le territoire de l'État."



Rosa Isela Caballero et son fils

"Officiellement, l'histoire de mon mari est une 'disparition'", explique Rosa Isela Caballero, la femme de José Antonio García Apac. "Ni la PGR, ni la Fiscalía ne m'ont jamais téléphoné." Ignorée par la rédaction de *La Opinión* apeurée et contrainte à l'autocensure, sans avocat, María Dolores Barajas a reçu, elle, un courrier. "Comme je suis sans emploi, on m'a signifié que je serai prise en charge par le Centre régional d'assistance aux victimes. Et puis, on m'a laissé entendre que mon mari aurait pris la fuite, en évoquant une piste d'ordre privée. Ce que je ne crois pas", raconte-t-elle, désespérée.

Deux affaires en écho

Mauricio Estrada Zamora et José Antonio García Apac ont donc "disparu" et le Fiscal Octavio Orellana Wiarco assure n'avoir jamais eu ces dossiers en main. Le sous-procureur de la PGR chargé des droits de l'homme, Juan de Dios Castro, rappelle que "le Mexique est un État fédéral et que chaque État de la fédération conserve sa souveraineté. Les attaques contre les journalistes relèvent à 90 % du droit commun, donc des États".



Octavio Orellana Wiarco

Alors qui détient les dossiers ? Une autorité fédérale qui se tait ? C'est l'avis de l'avocate Silvia Martínez Piña. "La FEADP nous a juste communiqué un numéro d'enregistrement du dossier Apac. En juin 2009, il a fait l'objet d'une procédure dite de 'réserve juridique', la troisième du genre, qui signifie qu'il n'y a pas d'indice suffisamment sérieux pour avancer dans l'enquête. Comme par hasard, cette mesure est intervenue deux mois après le limogeage de neuf fonctionnaires de la PGR pour leurs collusions présumées avec le narcotrafic."

Les deux journalistes connaissaient bien cette réalité-là et c'est par elle que leurs chemins se sont croisés. Si les deux affaires ne sont pas liées directement, elles font écho l'une à l'autre. Au début de l'année 2006, dans la période comprise entre le 20 janvier et le 5 février, José Antonio García Apac s'est rendu à plusieurs reprises dans la ville de Mexico, au siège de la SIEDO (*Subprocuraduría de Investigación Especializada en Delincuencia Organizada*, la branche de la PGR spécialisée dans la lutte contre le crime organisé). "Des enregistrements des caméras de surveillance, que la PGR consigne forcément, attestent que José Antonio effectuait ces déplacements. Il détenait des listes de fonctionnaires de l'État et de certaines municipalités du Michoacán mêlés au narcotrafic. Ceci aurait d'ailleurs justifié une relance de l'enquête sur sa disparition", témoigne un proche.

L'audace de José Antonio García Apac est si lourde de risques que certains collègues tentent de le dissuader de poursuivre ses allées et venues. Parmi eux, Mauricio Estrada Zamora. Lorsque le journaliste disparaît le 20 novembre 2006, la passation de pouvoir entre les présidents Vicente Fox et Felipe Calderón est imminente. Trois semaines plus tard, le sexennat du nouveau locataire de la résidence des Pins s'inaugure dans la vaste offensive contre le narcotrafic. Le 12 février 2008, Mauricio Estrada Zamora se "volatilise" à son tour alors que l'offensive s'intensifie. Au lendemain de sa disparition paraît un article signé de lui, relatif à la détention d'une bande de narcotrafiquants dans la localité d'Aguilla. Un agent du groupe "anti-enlèvement" a dit à la famille y voir un lien de cause à effet. Selon une autre version, le journaliste entretenait

un différend avec un surnommé "El Diablo" (le diable), en fait un policier de l'ex-Agence fédérale d'investigation (le FBI mexicain) entièrement affectée à la lutte antidrogue. Les raisons du conflit n'ont jamais été révélées et "El Diablo" a été muté hors du Michoacán, le 11 février 2008, veille de la disparition du journaliste de *La Opinión*.

A l'ombre de "La Famille"



Arnaldo Rueda

En argot local, on dit "dar piso" ("mettre au sol") pour "tuer". La formule suffit à contraindre un journaliste à l'autocensure pour sauver sa tête. Et les têtes tombent vite dans le Michoacán où cinq cartels se disputent les points de transit de la drogue. "Près de 3 millions de michoacanos vont et viennent entre ici et les Etats-Unis et 45 000 paysans de la région vivent de la narcoculture", explique le correspondant d'un hebdomadaire national, originaire et résident de l'État, deux fois enlevé et aussi, victime d'un assaut à domicile. Une véritable manne pour les "capos" de Juárez, du Golfe, de Tijuana, de Sinaloa et surtout pour "La Famille", le cartel local plus ou moins affilié à celui du Golfe, dont la superstructure compterait environ 5 000 membres. "La spécialité de 'La Famille', c'est l'extorsion par le kidnapping qui a augmenté ici de 50 % en un an, entre 2008 et 2009", poursuit le même journaliste. "Elle contrôle près de 80 % des 113 municipalités de l'État, mais elle ne parvient toujours pas à s'emparer des zones stratégiques portuaires. D'où une guerre totale, impitoyable, encore aggravée par l'offensive fédérale, où les morts se comptent

par centaines." Impossible, dans ces conditions, d'échapper à ces oreilles qui traînent et qui peuvent à tout moment "dar piso" de la façon la plus cruelle. L'arrestation, fin juillet à Apatzingán, du "capo" Arnaldo Rueda par l'armée s'est soldée en retour par l'attaque de sept postes de police en une nuit. La population, terrorisée et muette, ne voit en la force publique, qu'elle soit fédérale ou locale, aucun motif d'apaisement. Nombreuses sont d'ailleurs les personnes interrogées par l'organisation à voir dans des disparitions "qui ne laissent pas de traces", la main d'une police très souvent soupçonnée, et à tous les niveaux, d'être de mèche avec le crime organisé.

Ce sont justement des calibres utilisés par les forces de l'ordre qui ont servi à tuer le propriétaire et directeur de *La Noticia de Michoacán*, Miguel Angel Villagómez, le 10 octobre 2008, près de la ville limitrophe de Lázaro Cárdenas. Un litige entre juridictions compétentes semble expliquer l'enlèvement du dossier. Le corps du journaliste a été découvert dans le Guerrero quand sa voiture a réapparu trois mois plus tard côté Michoacán. Confiée officiellement à la PGJE du Guerrero, l'enquête n'a donné lieu à aucune avancée notable. "Ce cas est dramatique car en réalité, deux PGJE, celles du Michoacán et du Guerrero, se renvoient la balle", confie Juan Alarcón Hernández, président de la commission des droits de l'homme du Guerrero. "Les plaintes viennent du Michoacán, mais les faits ont été constatés dans le Guerrero, sans que l'on sache au bout du compte où ils ont été commis." Un ping-pong judiciaire de plus. Les collègues de la victime n'ont été entendus pour la première fois que huit mois après les faits. En attendant une hypothétique élucidation de l'affaire, la rédaction a dû céder à l'autocensure. "J'ai reçu dès le lendemain un coup de fil évoquant des sujets que Miguel Angel n'aurait pas dû publier. Nous ne parlons plus, depuis, du crime organisé", confie le journaliste Francisco Rivera.

Gages de fermeté, dégâts collatéraux

Sur qui compter ? Sur personne semble-t-il. Avec l'année 2009, tandis que s'alourdissent les bilans de l'offensive fédérale et des règle-

ments de comptes entre narcos, le Mexique entre en campagne pour des élections législatives et régionales partielles de mi-sexennat. Le scrutin du 5 juillet a signé le retour en force du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), qui a gouverné le pays sans discontinuer de 1929 à 2000. Affaibli politiquement, le gouvernement de Felipe Calderón doit donner d'autant plus de gages à l'issue d'une joute électorale marquée par la surenchère sécuritaire. Lié aux grands groupes de presse - notamment les deux poids lourds audiovisuels TV Azteca et Televisa - le Parti vert a fait campagne sur le rétablissement de la peine de mort. Il envoie huit députés à la Chambre. Dans le Michoacán, gouverné par l'opposition "perrediste", c'est l'affolement. Vingt fonctionnaires de l'État dont son procureur général, Miguel García Hurtado et onze présidents de conseils municipaux sont arrêtés et détenus deux mois avant le scrutin pour collusion avec le narcotrafic, alors qu'ils devaient spontanément déposer devant la SIEDO. Ce "michoacanazo", quels qu'en soient les fondements réels ou supposés, manifeste une politique de fermeté matinée de revanche politique, dont la presse locale a souvent essuyé les plâtres. Pour le plus grand péril de l'État de droit et du pluralisme.



Rosa Cruz Rosas

29 janvier 2009. Une centaine d'agents fédéraux et militaires, emmenés par des fonctionnaires du Secrétariat aux communications et transports font irruption à Ocumicho, toujours dans le Michoacán, où vit une petite communauté indigène "purépecha". But de l'opération : récupérer de force les équipements de la petite radio communautaire

Uékakua ("La préférée" en langue locale) qui n'aurait pas honoré les clauses d'autorisation à émettre. La radio a sollicité sa régularisation depuis 2002 et sa puissance n'est que de 5 watts. Qu'importe. Et qu'importent l'article 2 de la Constitution mexicaine, qui fait obligation à la promotion des cultures indigènes et minoritaires, et la Convention interaméricaine des droits de l'homme dont le Mexique est pourtant signataire. Rosa Cruz Rosas, présentatrice et gérante d'*Uékakua*, une femme indigène ne maîtrisant pas l'espagnol, essuie menaces et intimidations avec les siens. "Les militaires ont même réquisitionné un jeune pour surveiller les équipements. En cas d'inattention, ils le punissaient pour l'exemple." Le 15 mai, Rosa Cruz Rosas est convoquée par cinq fonctionnaires fédéraux pour "récupérer le matériel". "En fait, il s'agissait d'un piège pour l'inculper de violations de la loi fédérale sur les biens", explique José Valencia Oseguera, son interprète, délégué régional de l'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires (AMARC). Le 23 juin suivant, Rosa Cruz Rosas se présente à la convocation en opposant une "réserve de droit", c'est-à-dire celui de garder le silence. Ses équipements sont toujours confisqués et sa communauté, plus que jamais dans le collimateur. Au Secrétariat de Gouvernement (*Secretaría de Gobernación*, ministère de l'Intérieur), Fernando Francisco Gómez-Mont, invoque la "restauration de l'autorité fédérale contre l'illégalité" tout en admettant que les radios communautaires et l'équilibre de l'espace audiovisuel font partie des "enjeux de la prochaine mandature".

Pour la représentante d'une autre radio indigène de la région, *Radio Uandárho*, habilitée, elle, à diffuser ses programmes, l'offensive fédérale a aussi son pendant médiatique. "Nous avons dénoncé régulièrement les abus des autorités pour qui la lutte contre les narcos justifie tout. Nous avons également critiqué la complaisance de certains médias commerciaux. Ce que j'ai dit à l'antenne, le pouvoir le fait payer à Rosa et à sa communauté. D'autres radios communautaires dans ce pays sont privées de licence de cette manière. On nous traite de guérilleros, voire de narcotrafiquants." Plusieurs avocats confirment. La Commission fédérale des télécommunications (Cofetel), chargée de l'octroi des fréquences,

n'en avait plus accordé une seule depuis vingt-cinq ans jusqu'à l'accession au pouvoir de Vicente Fox en 2000. Avec celle de Felipe Calderón, le processus s'est de nouveau arrêté.

"La loi de radiodiffusion de 1960 a été révisée in extremis cette année pour que le paysage audiovisuel reste en l'état. Et le gouvernement doit maintenant composer avec le redoutable groupe de pression que représente le Parti vert. Quant à la dépénalisation des délits de presse au niveau fédéral, promulguée en avril 2007, elle n'a donné lieu à une adaptation des législations que dans dix États des trente-deux du pays. Autant d'entraves supplémentaires au travail de journalistes précarisés que des autorités comme la Fiscalía reconnaissent ou non à leur convenance et qui, face à la menace, ne peuvent compter sur le soutien des médias, ni même celui de leur rédaction", se désole un juriste.

De victime à coupable



Mémorial des journalistes, Mexico DF

Restaurer l'autorité de la loi, subvertie et mal appliquée, dans un contexte de guerre. Telle est en résumé l'"équation" à la charge d'un pouvoir lui-même soupçonné d'infiltration par le crime organisé. "L'inaction des autorités a tenu lieu, et tient toujours lieu de réponse dans bien des cas. Mais la situation est encore pire lorsqu'elles simulent un règlement des affaires. On dénigre le journaliste, on salit sa réputation pour évacuer la piste professionnelle alors que c'est lui la victime."

Les organisations mexicaines de défense de la liberté de la presse - Centre national de communication sociale (Cencos), Centre de journalisme et d'éthique publique (CEPET), AMARC, Article 19-Mexique et Fondation Manuel Buendía - dressent ce constat d'une seule voix. Il arrive même que le journaliste en danger devienne le coupable.

A quelque 150 kilomètres de Morelia, à La Piedad, la rédaction du quotidien *El Tiempo*, créé en août 2006 et tirant à 1 500 exemplaires, attend la sortie de prison de son directeur et fondateur. Incarcéré depuis le 9 mai 2008, Jesús Lemus Barajas est,



Jesús Lemus Barajas

en effet, accusé d'"incitation à l'atteinte à la santé publique" selon la loi pénale mexicaine (vente de stupéfiants) et de "délinquance organisée", autrement dit d'appartenance à "La Famille". D'après ses jeunes collègues, qui travaillent depuis un mois au domicile de leur patron, celui-ci est victime d'un montage judiciaire pour avoir posé quelques questions gênantes à des personnalités politiques, et dénoncé l'attitude autoritaire du gouvernement de l'État voisin de Guanajuato. Les preuves matérielles de sa culpabilité présumée sont absentes, au vu du dossier dont Reporters sans frontières a obtenu copie, et la procédure présente surtout de fâcheux à-côtés. "Les deux chauffeurs de taxi arrêtés en même temps que lui pour les mêmes motifs ont obtenu, en avril dernier, le réexamen d'un nouvel ordre formel de détention émis contre eux en janvier. Jesús, dans la même situation, est le seul à ne pas avoir eu ce droit, sachant que la loi fédérale exclut tout recours, ou 'amparo', sur le fond d'un dossier pour les affaires de narcotrafic, de séquestration et d'assassinat. Par ailleurs, la PGR a elle-même reconnu que l'un des coaccusés avait chargé Jesús sous la contrainte pendant un interrogatoire", explique Magdalena Pérez, la rédactrice en chef d'*El Tiempo*.

Les pressions sur la rédaction et l'entourage de son directeur emprisonné datent du début même de l'affaire. "On m'a intimidée, pour ne

pas que j'interpelle le président Calderón au sujet de Jesús lors de sa visite dans le Michoacán, en juillet 2008", se souvient Magdalena Pérez. La jeune rédactrice en chef avait saisi un mois plus tôt la FEADP. "En réplique, l'armée a procédé à une perquisition musclée de notre maison", rappelle l'épouse du journaliste Martha Alicia Pérez. Pour ses proches, le maintien de Jesús Lemus Barajas derrière les barreaux du pénitencier fédéral de Puente Grande, dans l'État de Jalisco, est un autre "argument de vente" de l'offensive contre le narcotrafic. "Le libérer serait un aveu de faiblesse", estime Magdalena Pérez. La Commission de vigilance de la Chambre des députés n'a jamais tenu sa promesse, formulée dès juin 2008, de rendre visite au prisonnier, se lamente-t-elle. Le sort semble d'acharner sur lui. Le sort semble s'acharner sur lui. Dans la soirée du 31 août 2009, Gilberto Estrada, Vladimir Camacho et Rubén Emmanuel Castro, les avocats défenseurs du journaliste, ont été assassinés à l'arme lourde sur une route de Guanajuato. La Piedad attendra. Comme elle attend depuis le 10 mars 2006 de savoir qui a tué le journaliste indépendant Jaime Arturo Olvera.

"Nous sommes en train de rompre la spirale de la violence qui règne au Mexique. C'est le prix à payer pour que la violence ne soit pas plus grave encore", assure de son côté Fernando Francisco Gómez-Mont, deux ans après le lancement d'une offensive dont le bilan s'élève à 14 000 morts. Le numéro deux du gouvernement fédéral ne se cache pas d'assumer pleinement le parallèle avec le traitement actuel du conflit armé en Colombie.

Culture du résultat

Il y a bien des exceptions à l'impunité, mais elles sont rares et insatisfaisantes pour l'entourage des victimes. Elles révèlent parfois des méthodes d'enquêtes expéditives et sans contrôle. En témoignent le traitement du dossier Amado Ramírez, correspondant de *Televisa* à Acapulco, assassiné le 6 avril 2007. "Personne ne croit sérieusement que justice a été ren-



Amado Ramírez

due, malgré la condamnation pour ce crime de Genaro Vásquez Durán à trente-huit ans de prison, le 24 mars dernier", assure Hipólito Lugo Cortés, de la Commission des droits de l'homme (CDH) du Guerrero. José Antonio Sánchez ne décolère pas non plus. Ce journaliste du quotidien *El Informador* et de l'hebdomadaire *La Palabra*, vieux routier du syndicalisme de presse, a été à l'initiative des "Reporters unis du Guerrero", une association regroupant seize collègues spécialisés dans les faits-divers. Selon lui, "la qualité de correspondant de *Televisa* d'Amado rendait impossible une impunité 'sèche'. Le gouverneur de l'État a reçu les confrères dès le mois qui a suivi sa mort". Après la rencontre, la seule, la procédure a paru s'accélérer. "Un montage, oui ! Amado avait connaissance des connexions entre certains éléments de la police ministérielle du Guerrero et le cartel du Pacifique. Quatre officiers supérieurs ont été arrêtés et inculpés au niveau fédéral. L'un d'eux, Rafael Silvino Orbe, s'est d'ailleurs suicidé en juin dernier. Nous avons dénoncé ces collusions peu avant l'assassinat d'Amado. Son appartenance à une chaîne aussi importante que *Televisa* le rendait d'autant plus gênant, mais c'était *Televisa*. Alors on a fabriqué un coupable." Et de quelle manière ! José Antonio Sánchez et son collègue correspondant du quotidien national *La Jornada*, Roberto Ramírez Bravo, ont rapidement eu vent des techniques utilisées par la PGJE pour faire plonger Genaro Vásquez Durán. "On a utilisé sa petite amie pour faire pression sur lui. Ensuite, on l'a torturé pour qu'il avoue", s'étranglent les deux hommes.

La demande d'enquête administrative de la CDH du Guerrero à ce sujet est restée sans suite. Le scandale provoqué par cette affaire dans l'affaire a néanmoins obligé à intervenir la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH), compétente au niveau fédéral, mais dont le pouvoir se limite à des recommandations sans possibilité d'enquête directe. Celle-ci a dénoncé les trois cas récents de "coupables évidents", apparus avec l'instruction des dossiers Brad Will, cameraman américain de



Brad Will

l'agence *Indymedia* assassiné le 27 octobre 2006 à Oaxaca, Eliseo Barrón, du quotidien *Milenio Torreón*, tué le 25 mai 2009 dans l'État de Coahuila, et Amado Ramírez. Une quatrième affaire, au moins, aurait mérité cette vigilance : celle de l'assassinat, toujours dans le Guerrero, du photographe du quotidien *El Correo* Jean Paul Ibarra, le 13 février 2009, au guidon de sa moto.

Rescapée des coups de feu, la jeune passagère et consœur de la victime, Yenny Marchán, 22 ans, ne croit guère à la version des enquêteurs. Lâchée par sa rédaction du quotidien *Diario 21*, la jeune femme vit aujourd'hui recluse et la jambe mise sous attelle chez ses parents, à Iguala. "Mario Cereso Barrera a été arrêté quinze jours plus tard. Il aurait vendu de fausses chaînes en or à Jean Paul et celui-ci aurait menacé de se venger. Cereso Barrera avait pourtant été enlevé deux jours avant l'attentat. Surtout, personne n'explique comment nous avons pu essuyer autant de coups de feu tirés par un seul homme conduisant lui aussi une moto. Ni pourquoi la femme policier et le chauffeur de taxi qui ont, paraît-il, vu la scène, n'ont jamais été interrogés", explique-t-elle. Selon la CDH du Guerrero, le suspect a, là encore, avoué sous les coups. "Nous avons émis une douzaine de recommandations contre le commandant de la police ministérielle Humberto Velasco Delgado, chargé de cette enquête", rappelle Hipólito Lugo Cortés. "Nous avons exigé à plusieurs reprises sa destitution en raison de violations caractérisées des droits de l'homme. En vain."

Seule consolation, la CDH du Guerrero a lancé, en 2002, un programme spécifique de suivi et de protection à l'attention des journalistes en danger. Ce dispositif existe également dans les États de Veracruz, du Chiapas et le District fédéral (DF). Le Guerrero reste néanmoins le seul État où il est assorti d'un fonds d'appui financier, établi sur la base d'un accord entre la profession et le gouvernement local, indépendamment des entreprises de presse. L'enveloppe subvient partiellement aux frais médicaux de Yenny Marchán, obligée de se rendre toutes les trois semaines dans la capitale pour recevoir des soins. La protection policière dont elle bénéficiait a, en revanche, été levée, pour raisons budgétaires, au bout de deux mois.

La CNDH reçoit, quant à elle, environ dix demandes annuelles de protection. "Les mesures peuvent aller de la sécurité rapprochée à l'injonction faite aux autorités de ne pas mentionner la qualité de journaliste d'une victime potentielle, en raison justement de sa profession. Comme le danger vient souvent des autorités elles-mêmes, nous n'avons plus qu'à jouer sur nos prérogatives : prendre l'opinion à témoin pour infléchir les comportements des autorités", résume Mauricio Farah Gebara, le cinquième visiteur général de la CNDH, en charge notamment des migrants, des journalistes et des personnes en situation d'esclavage. En attendant, les plaintes à la CNDH s'accumulent. De 24 en moyenne par an, déposées à la cinquième section (*Quinta Visitaduría*) dans les années 90, elles ont doublé au début de la décennie suivante pour atteindre les 80 au premier semestre 2009.



Felipe Calderón

Ancien directeur de l'organisation Cencos et président de la Commission des droits de l'homme du DF, Emilio Alvarez Icaza Longoria réceptionne même des requêtes venues d'autres États. "Depuis deux ans, alors que les conséquences de l'offensive contre le narcotrafic ont rendu la situation ingérable, les commissions des droits de l'homme des États et la CNDH veulent prendre rendez-vous avec Felipe Calderón. Pour toute réponse, on nous renvoie vers le Segob, parce que la liberté de la presse ne fait, paraît-il, pas partie de l'agenda présidentiel", s'agace-t-il. Fernando Francisco Gómez-Mont réfute ce point de vue. Le Segob fait valoir qu'il a pris lui aussi l'initiative d'un comité de prévention des risques encourus par les journalistes, encore à définir. Car, admet-il devant les représentants de Reporters sans frontières, "le pouvoir fédéral ne traite pas vraiment ce genre d'affaire". Sous-entendu : une Fiscalía qui aura

réussi en trois ans à faire l'unanimité contre elle, y compris en haut lieu.

Tigres de papier

“Incapable”, “bonne à classer sans suite les affaires” ou pire “à exclure automatiquement la piste professionnelle” quand un journaliste tombe sous les balles. Aucune personnalité, administration ou organisation consultée lors la mission n’a eu de mots assez durs contre la FEADP. Certaines ont exigé à plusieurs reprises la révocation de son titulaire. Un parlementaire la qualifie même de “fumisterie imbécile”. Reporters sans frontières ne souhaite pas abonder dans la polémique mais constate avec ses détracteurs que la Fiscalía n’a été d’aucune utilité dans une situation de plus en plus alarmante pour la sécurité des journalistes et la liberté de la presse en général. Officiellement, en juillet 2009, le Fiscal Octavio Orellana Wiarco annonçait avoir traité 298 affaires.

En fait de “traitement”, selon un bilan paru dans le quotidien *El Universal* du 12 février 2009, la Fiscalía n’a exercé son pouvoir de reprise (“attraction”) des dossiers que dans 88 des 274 affaires portées à sa connaissance entre février 2006, date de son institution, et novembre 2008. Elle n’avait alors engagé d’action pénale que pour trois d’entre eux. Le même article soulignait également des moyens d’enquête dérisoires, estimés à une dizaine d’ex-AFI, six fonctionnaires du ministère public de la Fédération en poste dans la capitale et un dans chaque État. A la pénurie de moyens s’ajoute une capacité juridique faible. Selon ses statuts, la Fiscalía n’a plus compétence à intervenir dès qu’une affaire relève du crime organisé, auquel cas la SIEDO hérite du dossier. Pour des raisons de forme, d’autres enquêtes sont portées à l’appréciation du Contrôle régional, la branche de la PGR chargée du contrôle des procédures.

Le dossier d’enquête sur l’assassinat d’Armando Rodríguez Carreón, du journal *El Diario*, tué le 13 novembre 2008 à Ciudad

Juárez, circule entre deux parquets, local et fédéral, chacun faisant mine de le traiter. Alors que le premier déclare que “l’identité des responsables est claire”, le second affirme qu’il n’en est rien. Aucun des deux ne semble avoir progressé et onze mois après l’assassinat du journaliste, il n’y a toujours aucun détenu. Pendant ce temps-là, deux enquêteurs judiciaires fédéraux ont été tués entre juillet et août de cette année.

“L’engorgement administratif est à son comble au niveau fédéral. Ces lourdeurs bureaucratiques sabotent tout. C’est bien ce qui a conduit un homme pourtant volontaire et compétent comme le procureur David Vega Vera, l’ancien Fiscal spécial, à jeter l’éponge en mars 2007”, s’exaspère un fonctionnaire de la CDH du District fédéral. A la CNDH, le directeur du programme de suivi des cas relatifs aux attaques contre les journalistes et défenseurs des droits de l’homme (*Programa de agravios a periodistas y defensores civiles de derechos humanos*), Aarón Jiménez Paz, est tout aussi sévère. “Le gouvernement a promis une fédéralisation des délits de presse ? On attend toujours et ce retard traduit un manque de volonté politique. Il y a plus grave. La PGR a encouragé, en début d’année, une refonte partielle du code pénal qui favorise la rétention d’informations sur des dossiers éparpillés entre différents services. Notre intervention est rendue encore plus difficile. Enfin, toute la discussion concernant la révision de la loi organique sur le fonctionnement même de la PGR n’a connu aucune suite concrète.” C’est également ce que réclament les organisations mexicaines de défense de la liberté de la presse.

Or, depuis les élections de mi-sexennat, un nouveau risque se présente. “Du fait du dernier renouvellement du Congrès, tous les grands projets législatifs pour lesquels nous avons été consultés risquent de passer à la trappe : la fédéralisation des attaques contre la presse, la réforme de l’article 72 de la Constitution sur les procédures y incluant la liberté d’expression, et la refonte organique de la PGR. Il faudra sans doute repartir de zéro”, fait remarquer Emilio Alvarez Icaza Longoria, dont le mandat à la tête de la CDH du District fédéral arrive à échéance le 30 septembre. La nouvelle législature, entamée le 1er septembre, pourrait déjà compromettre



© DR
Armando Rodríguez

la reconduction de la Commission pluripartite de vigilance pour les journalistes, que présidait jusqu'à présent le député "paniste" Gerardo Priego Tapia. Quant à la Fiscalía, "elle peut être utile mais dans d'autres conditions et avec d'autres règles, et surtout un autre Fiscal !", persifle un commissaire des droits de l'homme.

En attendant, la PGR changera bientôt de titulaire et peut-être d'organigramme. La démission du ministre de la Justice, Eduardo Medina Mora Icaza, a été rendue publique le 8 septembre 2009. Arturo Chávez Chávez devrait lui succéder. L'homme a été procureur général de l'État de Chihuahua, qui concentre à lui seul plus du quart des morts violentes liées à l'offensive fédérale contre le narcotrafic et le crime organisé. Un autre gage de fermeté, sans doute, mais pas forcément une garantie pour la sécurité des journalistes et contre l'impunité.

Recommandations

Prenant acte des témoignages et éléments d'analyses recueillis lors de sa dernière mission au Mexique, Reporters sans frontières souhaite adresser les recommandations suivantes.

- La fédéralisation des atteintes à la liberté de la presse doit s'accompagner d'une réforme organique de la PGR et de ses instruments de lutte contre l'impunité, en particulier la FEADP qui doit être dotée de moyens d'enquêtes et de pouvoirs juridiques élargis.
- Il est également impératif qu'un contrôle parlementaire institué et régulier, et non plus seulement de circonstance, s'exerce sur la FEADP. Ce contrôle doit associer en général la Commission nationale des droits de l'homme, les organisations de défense de la liberté de la presse, et en particulier les commissions des droits de l'homme du ou des États concernés par une affaire. Les actes de ce contrôle doivent faire l'objet d'une publicité dans l'opinion, nationale et internationale, et systématiquement communiqués à la Commission inter-américaine des droits de l'homme (CIDH).
- Le programme de protection des journalistes, et le fonds de soutien aux professionnels des médias en grande difficulté, en

vigueur dans certains États, doivent être généralisés au niveau fédéral et renforcés là où ils existent déjà. Un tel programme doit, là encore, associer les représentants de la société civile et leurs délégués au sein des États.

- La protection des journalistes, ou de l'entourage de journalistes, appelle également celle de leurs avocats et défenseurs. Il serait souhaitable, à ce titre et en tenant compte d'éléments probants, que toute attaque envers ces derniers soit également traitée dans le cadre de l'enquête sur les atteintes subies par leurs clients, journalistes ou médias.
- Le gouvernement doit se conformer aux obligations constitutionnelles et conventionnelles interaméricaines en matière de pluralisme de l'information et de promotion des médias communautaires. A cette fin, un audit général des fréquences, associant là encore les organisations de la société civile et des commissions des droits de l'homme, doit être réalisé en préalable à une législation nouvelle.

Enfin, Reporters sans frontières n'ignore rien du défi considérable que représente la lutte contre le narcotrafic et le crime organisé. L'organisation ne peut croire à la résolution de ce défi sans un strict contrôle des autorités mexicaines sur les fonctionnaires affectés à cette mission. Cette volonté politique n'est cependant pas suffisante. La lutte contre le crime organisé constitue un enjeu géopolitique entre deux pays liés par des intérêts communs : le Mexique, d'où la drogue est acheminée à 80 % vers les États-Unis ; les États-Unis, d'où provient la même proportion d'armes en circulation sur le territoire mexicain. La lutte contre le narcotrafic a déjà coûté très cher au contribuable américain pour le résultat que l'on sait. La violence qui mine le Mexique représente également une menace pour la sécurité de son grand voisin. Un contrôle des armes, imposé par le gouvernement fédéral de Washington, aussi difficile soit-il à obtenir, représente la contrepartie indispensable des États-Unis sans laquelle aucune guerre contre les cartels, au Mexique et ailleurs, n'est gagnable. En l'absence d'une telle mesure, la tragédie mexicaine ne connaîtra pas de fin.